



GREGOIRE & ASSOCIES
32 Ter Rue Raymond Poincaré
54000 NANCY - France

MEEF

**Maison de l'Entreprise, de
l'Emploi et de Formation**

**Rapport du commissaire aux comptes sur
les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

MEEF

**240, rue de Cumène
54230 NEUVES MAISONS
49960439500020**

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE & DE COMMISSARIAT AUX COMPTES
SIEGE SOCIAL : 23 RUE DE LA BOETIE – 75008 PARIS – TEL. 01 43 12 86 00 – FAX : 01 43 12 86 01 – EMAIL : paris@sagg.fr – SITE INTERNET : www.sagg.fr
SARL AU CAPITAL DE 300 000 € - RCS : PARIS B 312 261 985 – SIRET : 312 261 985 00039 – APE 741 C
PARIS – CERGY-PONTOISE – NANCY – REIMS – BEAUNE – VANNES – DIJON



Association MEEF

Siège social : 240, rue de Cumène - 54230 NEUVES MAISONS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale des membres de l'association MEEF,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par AG, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MEEF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



***Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels***

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A NANCY, le 20 Juin 2025
Le Commissaire aux comptes

GREGOIRE & ASSOCIES, représenté par
GARNIER Adeline

**Annexe : Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 460	5 460		
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.				
Autres	35 222	33 643	1 579	2 717
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	115		115	115
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	40 797	39 103	1 694	2 832
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	4 000		4 000	4 000
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	662 644		662 644	356 752
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	190 311		190 311	24 504
Charges constatées d'avance	2 841		2 841	1 821
TOTAL (II)	859 797		859 797	387 077
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	900 594	39 103	861 491	389 908



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	129 685	108 344
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	23 783	21 342
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>153 468</i>	<i>129 685</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	153 468	129 685
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (II)		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	37 449	9 363
Provisions pour charges	3 225	2 396
TOTAL (III)	40 674	11 759
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	290 000	100 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 744	26 746
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	25 361	28 017
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	56 606	93 700
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	284 638	
TOTAL (IV)	667 349	248 464
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	861 491	389 908



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	4 000	4 000
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	406 788	395 539
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	343 518	330 240
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1	140
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	754 306	729 919
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	425 596	440 597
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 231	1 304
Salaires et traitements	191 454	183 371
Charges sociales	72 861	66 654
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 138	1 855
Dotations aux provisions	38 278	10 372
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	3	4
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	730 561	704 157
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	23 746	25 762
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	37	557
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	37	557
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III + IV)	37	557



Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	23 783	26 319
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		4 977
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		4 977
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		-4 977
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	754 343	730 476
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	730 561	709 134
EXCÉDENT OU DÉFICIT	23 783	21 342



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 861 490,67 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 23 782,52 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

La MEEF, association à caractère social, a pour objet :

- contribuer à la coordination des actions menées dans le cadre du service public de l'emploi ;
- exercer des actions en matière de prévision des besoins de main-d'œuvre et de reconversion des territoires, notamment en cas de restructurations ;
- participer également à l'accueil et à l'orientation des demandeurs d'emploi, à l'insertion, à l'orientation en formation, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariés et à l'aide à la création d'entreprise.
- porter un Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) relevant du même territoire

Pour réaliser son objet, l'association se propose de travailler sur plusieurs axes :

- La GTEC. Elle s'est dotée pour cela de chargés de mission GTEC, et Partenariats Entreprises et Insertion dont l'une intervient sur les Plats d'insertion en partenariat avec le Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle ;
- L'Innovation territorial de l'insertion par l'animation du Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE). Une coordinatrice du PLIE ainsi qu'une assistante travaille à faciliter en coordonner les initiatives territorial par la mobilisation du FSE attaché au PLIE ;

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

§ Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont constituées essentiellement de matériel informatique et de mobilier.

§ Créances

Les créances sont constituées, chaque année, par le solde des subventions publiques à recevoir, conformément aux modalités définies dans la convention signée avec les partenaires financeurs.

Produits à recevoir :

2024 - TOUL HABITAT	4 000,00
2024 - PAYS TERRES DE LORRAINE	17 550,00
2024- CONSEIL REGIONAL	17 000,00
2023/2024 - FSE ANIMATION PLIE	271 106,60
2024 - FSE SANTE BIEN ETRE	58 578,64
2023-2024 - FSE GTEC	151 875,23
2023 - FSE SANTE INSERTION	14 454,88
2023/2024 - FSE CLAUSE MEDIATION	132 000,05
CHARGES DE MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL	6 598,04
	673 163,44

§ Fonds associatifs

Les fonds associatifs sont constitués des résultats bénéficiaires dégagés sur les exercices antérieurs.

§ Provisions :

a) Provisions pour risques :

Les provisions pour risques comptabilisées en 2024 concernent

- FSE GTEC 2023 :	15 648.90 €
- FSE CLAUSE SOC MEDIATION 2024 :	21 800.00 €

Ces provisions couvrent le risque de réfaction lié à la minoration des dépenses éligibles.

b) Engagement de retraite :

Les indemnités de départ à la retraite pour le personnel encore inscrit à l'effectif à la clôture de l'exercice font



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

l'objet une évaluation selon la norme IAS 19 ; le taux d'actualisation retenu est de 3.35%.

Le taux est déterminé par référence à un taux de marché à la date de clôture fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprise de première catégorie (obligations corporates AA). Le taux retenu dans le cadre de cette évaluation correspond au taux IBOXX corporates AA (indexco.com).

Cet engagement est comptabilisé sous la forme d'une provision dans les comptes de l'Association pour un montant de 3.224.84 € au 31 décembre 2024.

- Complément d'information au compte de résultat :

Subventions liées à des conventions 2024 engagées par les différents financeurs :

DREETS			51 000,00
	ACCES ET RETOUR A L'EMPLOI	51 000,00	
PAYS TDL			35 100,00
REGION			17 000,00
	MEDIATION INFORMATIQUE		
	CLAUSES	17 000,00	
	PLAN ACTION INDUSTRIE		
DEPARTEMENT			34 526.58
	CD54 PLATEF MOBILE SANTE	34 526,58	
FSE			269 161,27
	FSE GTEC	51 256,19	
	FSE CLAUSE ET MEDIATION	52 176,79	
	FSE ACTION SANTE BIEN ETRE	4 455,00	
	FSE PLATEFORME MOBILE SANTE	37 055,58	
	FSE PLAN LOCAL INSERT TDL	-517,66	
	ANIMATION PLIE	124 735,37	
	TOTAL		406 787,85

§ Valorisations

Les valorisations 2024 concernant les loyers et les coûts salariaux entre les différentes communes n'étant pas connues lors de l'arrêté des comptes annuels, nous avons comptabilisés les mêmes valorisations que N-1. Il n'y a plus de valorisation de coûts salariaux avec le Pays sur l'exercice 2024 contrairement à N-1.



ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	5 460,00		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. générales, agencés & aménagés construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels		2 631,01		
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencés & aménagés divers Matériel de transport Matériel de bureau & mobilier informatique Emballages récupérables & divers	32 590,87		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
		TOTAL	35 221,88		
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations		115,00		
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			115,00		
TOTAL GENERAL			40 796,88		

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL			5 460,00	
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre Sur sol d'autrui Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				2 631,01	
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers Mat. bureau, inform., mobilier Emb. récupérables & divers			32 590,87	
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
		TOTAL			35 221,88	
FINANCIERE	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations				115,00	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières					
TOTAL					115,00	
TOTAL GENERAL					40 796,88	



ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		5 460,00			5 460,00
TOTAL		5 460,00			5 460,00
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	2 631,01			2 631,01
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	29 874,09	1 137,93		31 012,02
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		32 505,10	1 137,93		33 643,03
TOTAL GENERAL		37 965,10	1 137,93		39 103,03

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						



ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	4 000,00	4 000,00	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques			
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	662 644,20	662 644,20	
	Charges constatées d'avance	2 841,18	2 841,18	
TOTAUX		669 485,38	669 485,38	
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			



COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

Ass. MEEF

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

MONTANT

Créances rattachées à des participations

Autres immobilisations financières

Créances clients et comptes rattachés

4 000,00

Autres créances

662 565,40

Disponibilités

TOTAL

666 565,40

